



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 25 février-1<sup>er</sup> mars 2019

---

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 7 décembre 2019	WFP/EB.1/2019/6-B/3/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Projet de plan stratégique de pays provisoire – Libye (2019-2020)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2019–31 décembre 2020
Coût total pour le PAM	60 517 166 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Résumé

La Libye est l'un des pays les plus instables au monde, où la crise prolongée met en grand péril les moyens d'existence, et la situation est encore aggravée par le risque de reprise du conflit<sup>1</sup>. La crise a touché près de 2,4 millions de personnes, soit 40 pour cent de la population, plus de 1,1 million de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire, et pour 637 000 d'entre elles également d'une assistance alimentaire<sup>2</sup>. L'assistance directe aux populations les plus vulnérables demeure essentielle pour éviter le recours à des stratégies de survie préjudiciables et une misère plus grande, promouvoir un redressement progressif et le rétablissement des services de base à mesure que le processus de paix progresse.

Le présent plan stratégique de pays provisoire précise la contribution du PAM à la réalisation des objectifs relatifs à l'action humanitaire et à la résilience en Libye; il est en cohérence avec les plans

---

<sup>1</sup> PAM. 2018. *Global report on food crises, 2018*. <https://www.wfp.org/content/global-report-food-crises-2018>.

<sup>2</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). 2017. 2018 *Libya Humanitarian Needs Overview*. <https://reliefweb.int/report/libya/2018-libya-humanitarian-needs-overview-summary-december-2017>.

---

### Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi  
Directeur régional  
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale  
et Asie centrale  
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

M. S. Abdel Jaber  
Directeur de pays  
courriel: samer.abdeljaber@wfp.org

nationaux et les efforts menés par les partenaires de l'action humanitaire et du développement dans le pays. En particulier, le plan stratégique de pays provisoire favorisera la réalisation des objectifs énoncés dans les plans d'intervention humanitaire des Nations Unies pour la Libye en 2019 et 2020 et le Cadre stratégique des Nations Unies pour 2019-2020. Ses activités contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 et aux résultats stratégiques 1 et 8 du PAM à travers trois effets directs stratégiques:

- Les populations vulnérables touchées par la crise en Libye, notamment les écoliers, ont accès à une alimentation suffisante et nutritive pendant et après les crises.
- Sur l'ensemble du territoire libyen, les populations vulnérables bénéficient de moyens d'existence renforcés et du rétablissement de l'accès aux services essentiels toute l'année.
- La communauté humanitaire en Libye dispose de capacités renforcées pour aider les populations vulnérables pendant et après des crises.

Pendant la première année de mise en œuvre, le PAM s'emploiera progressivement à renforcer et à mettre à profit sa présence en Libye, y compris dans les régions névralgiques en dehors de Tripoli, selon une approche progressive et par étapes. Le PAM mènera des activités dans tous les secteurs et avec différents partenaires afin d'introduire peu à peu des interventions visant à améliorer durablement le bien-être des Libyens et à promouvoir la paix à long terme. Parallèlement, le PAM poursuivra son étroite collaboration avec les partenaires dans les contextes interdépendants de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix, et conservera sa capacité à ajuster ses programmes en fonction de l'évolution de la situation, y compris les nouvelles possibilités de venir en aide aux populations de migrants.

## **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour la Libye (2019–2020) (WFP/EB.1/2019/6-B/3), pour un coût total pour le PAM de 60 517 166 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Le gouvernement dirigé par Mouammar Kadhafi a été renversé début 2011 et le processus politique de transition qui a suivi a sombré en juillet 2014, avec une reprise du conflit armé et une division de la Libye entre factions rivales. Depuis 2014, les combats se poursuivent sur l'ensemble du territoire libyen, dans des régions peuplées, faisant des victimes parmi les civils et entraînant des déplacements de populations et la destruction d'infrastructures essentielles. Le 17 décembre 2015, l'Organisation des Nations Unies a facilité la signature de l'accord politique libyen visant à mettre fin aux hostilités et à rendre leur unité aux institutions nationales. En vertu de l'accord, un Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale, composé de neuf membres, tous masculins, a été établi à Tripoli, mais les rivalités et les institutions parallèles continuent à saper l'efficacité de l'accord. La Libye se classe au 108<sup>ème</sup> rang selon l'indice de développement humain de 2018 et figure sur la liste des États fragiles établie par la Banque mondiale.
2. La crise a touché près de 2,4 millions de personnes, soit environ 40 pour cent de la population<sup>3</sup>, avec des incidences différentes selon les régions, les groupes ethniques, le sexe et l'âge. Plus de 1,1 million de personnes ont besoin d'assistance humanitaire, dont 400 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, 170 000 personnes déplacées, 200 000 rapatriés et 376 000 personnes non déplacées. La majorité des personnes ayant besoin d'aide sont des hommes et des garçons (approximativement 56 pour cent), tandis que les enfants comptent pour un tiers de ceux qui ont besoin d'une assistance<sup>4</sup>.
3. Avant la crise, le Gouvernement garantissait aux citoyens des services de santé et d'éducation gratuits et des emplois dans le secteur public et subventionnait les produits alimentaires et les combustibles, dans le cadre d'un système de filets de protection sociale complexe. La Libye avait enregistré des progrès non négligeables en matière de santé et d'éducation avant 2011, l'espérance de vie étant passée de 46,9 ans en 1970 à 71,6 ans<sup>5</sup> en 2010 et, cette dernière année, les taux d'alphabétisation s'élevant à 89,5 pour cent chez les adultes et à 99,5 pour cent chez les jeunes<sup>6</sup>. L'écart entre les sexes sur le plan de l'alphabétisation s'est resserré en 2010, mais les taux alphabétisation étaient toujours plus élevés chez les hommes et les garçons (96 pour cent), que chez les femmes et les filles (83 pour cent).
4. Les restrictions imposées par le Gouvernement dans la période qui a suivi le conflit ont aggravé les inégalités entre les sexes et limité la participation des femmes aux activités sociales et économiques et leur indépendance financière<sup>7</sup>. Des restrictions ont été imposées à l'éducation des femmes et donc à leurs possibilités d'emploi: elles ne peuvent accéder à l'éducation que dans les domaines des soins de santé, de l'administration et des activités industrielles légères<sup>8</sup>.

---

<sup>3</sup> Agence des États-Unis pour le développement international. 2017. *Libya – Complex Emergency*. Fact sheet no. 1, fiscal year 2018. [https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/libya\\_ce\\_fs01\\_12-01-2017.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/libya_ce_fs01_12-01-2017.pdf)

<sup>4</sup> OCHA. 2017. 2018 *Libya Humanitarian Needs Overview*. <https://reliefweb.int/report/libya/2018-libya-humanitarian-needs-overview-summary-december-2017>.

<sup>5</sup> 69,1 ans pour les hommes et 74,5 ans pour les femmes. <https://data.worldbank.org/country/libya>.

<sup>6</sup> Devarajan, S. et Mottaghi, L. 2017. *L'Économie de la reconstruction d'après-guerre dans la région MENA*. Rapport de suivi de la situation économique dans la région MENA, avril. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26305>.

<sup>7</sup> Gender Concerns International. *The Situation of Women in Libya*. <http://www.genderconcerns.org/country-in-focus/libya/the-situation-of-women-in-libya/>.

<sup>8</sup> *Ibid.*

5. Les Libyens encore employés dans le secteur public ne sont pas rémunérés régulièrement, tandis que la proportion de la population active en dehors du secteur public a probablement continué à décliner par rapport au niveau de 19 pour cent enregistré en 2012 (16 pour cent chez les hommes et 25 pour cent chez les femmes). Le chômage des jeunes était encore plus élevé avec près de 50 pour cent: 68 pour cent des jeunes femmes contre 41 pour cent des jeunes hommes<sup>9</sup>.
6. La situation des femmes dans la société s'est détériorée depuis la révolution de 2011 en Libye, malgré le rôle actif qu'elles y ont joué. En 2012, 33 femmes ont été élues au Congrès général national de Libye, et constituent 16,5 pour cent des représentants. Cependant, face à un regain de conservatisme, les femmes libyennes participent de moins en moins à la vie politique et sont sous-représentées dans les institutions étatiques formelles. Les femmes actives sur le plan politique ont fait l'objet de violentes attaques. Compte tenu de l'absence de données aux niveaux des communautés et des ménages, il est impossible de fournir une description fidèle de la manière dont le conflit a affecté les rôles et les relations entre hommes et femmes dans la sphère privée. L'insécurité, les menaces et les actes de violence contre les femmes et les filles servent souvent à justifier les restrictions et le contrôle croissants imposés à la mobilité des femmes par leur famille et les contraintes sociales grandissantes qu'elles rencontrent pour participer à la vie publique partout en Libye<sup>10</sup>.

## 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

### *Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2*

7. *Accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année (cible 1 de l'ODD 2)*. Pour la population libyenne, essentiellement urbaine, l'accès à l'alimentation est déterminé par le revenu du ménage, car la production alimentaire familiale est négligeable. Il existe ainsi une corrélation directe entre la sécurité alimentaire et la régularité du versement des salaires, l'accès aux liquidités du système bancaire, le pouvoir d'achat du dinar libyen et le prix des produits alimentaires. Selon les estimations, 85 pour cent de la population active libyenne est encore employée dans des institutions publiques<sup>11</sup>, ce qui fait que les salaires du secteur public constituent la principale source de revenus pour de nombreuses personnes. Compte tenu de l'impasse politique où elle se trouve actuellement, la Libye risque de ne pas être en mesure de restructurer son budget aujourd'hui précaire, ce qui pourrait avoir les effets suivants: faillite, inflation exacerbée et bouleversement majeur du système alimentaire et de l'accès des habitants à la nourriture.
8. Selon l'aperçu des besoins humanitaires en Libye de 2018<sup>12</sup>, 637 000 personnes (41 pour cent de femmes, 59 pour cent d'hommes et 31 pour cent d'enfants) ont besoin d'une assistance alimentaire. Ce chiffre englobe 60 000 personnes déplacées, 93 000 rapatriés, 343 000 personnes non déplacées et 141 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Les ménages dirigés par une femme sans revenu régulier, les ménages qui ont été déplacés plusieurs fois, les jeunes et les enfants sont les groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Les migrants et les réfugiés, notamment ceux qui résident dans les centres de détention, n'ont pas accès à des aliments nutritifs de qualité, entraînant les pires

---

<sup>9</sup> Base de données statistiques de l'Organisation internationale du Travail (ILOSTAT).

<sup>10</sup> Analyse préliminaire de la problématique hommes-femmes et recommandations aux fins du plan d'action en la matière du Bureau du PAM en Libye.

<sup>11</sup> Economist Intelligence Unit 2013. *The state salaries conundrum*. 16 décembre 2013. <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1772534761&Country=Libya&topic=Economy&subtopic=Forecast&oid=1112450895&flid=401337424>.

<sup>12</sup> OCHA. 2017. 2018 *Libya Humanitarian Needs Overview*. <https://reliefweb.int/report/libya/2018-libya-humanitarian-needs-overview-summary-december-2017>.

conséquences pour les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les enfants, les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé.

9. Une évaluation rapide de la sécurité alimentaire réalisée en novembre 2016 a fait apparaître que 24 pour cent de tous les ménages déplacés étaient en situation d'insécurité alimentaire et que 62 pour cent étaient à risque. Les personnes déplacées dans l'ouest du pays présentaient des taux d'insécurité alimentaire particulièrement élevés, atteignant 58 pour cent à Bani Walid (Misrata). L'absence de réseau familial et d'autres relations sociales informelles peut exposer les ménages déplacés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire; en effet, l'évaluation a fait ressortir que les personnes déplacées le plus loin de chez elles avaient des scores de stratégies de survie réduites considérablement plus élevés que les autres personnes déplacées. Parmi les populations déplacées, les ménages dirigés par une femme ont plus de risques de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire parce que les femmes sont souvent au chômage et n'ont pas de source de revenu.
10. Les stratégies de survie négatives sont couramment mises en œuvre et ont des conséquences graves. Près de 90 pour cent des ménages déplacés et 72 pour cent des ménages résidents ont adopté une stratégie de survie fondée sur la consommation<sup>13</sup>. Les enquêtes font ressortir des différences dans les stratégies de survie selon que les ménages sont dirigés par un homme ou par une femme. En particulier, les ménages dirigés par un homme ont tendance à consommer des aliments moins chers, à préparer des portions moins abondantes et à restreindre la consommation des adultes en faveur des enfants, tandis que les ménages dirigés par une femme réduisent le nombre de repas consommés par jour.
11. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. Les données nutritionnelles disponibles relatives à la période précédant la crise (2008–2012) laissent à penser qu'en Libye la dénutrition constituait un problème de santé publique d'importance faible à moyenne<sup>14</sup>. Le retard de croissance touchait un enfant de moins de 5 ans sur cinq<sup>15</sup>, un chiffre qui, d'une manière inquiétante, est resté stable pendant 20 ans. Selon le Rapport sur la nutrition mondiale 2016<sup>16</sup>, la Libye se classe au 61<sup>ème</sup> rang sur 132 pays pour ce qui est de la prévalence du retard de croissance. Après des années de troubles et des problèmes croissants concernant l'accès des personnes à la nourriture et aux services de base, l'état nutritionnel de la population, et en particulier des enfants de moins de 5 ans et des filles et des femmes enceintes et allaitantes, constitue une source de préoccupation. Peu de données relatives à la situation actuelle sont disponibles, et encore moins de données ventilées selon le sexe et l'âge; il est urgent de conduire une enquête nutritionnelle.
12. *Double la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires (cible 3 de l'ODD 2)*. En Libye, la plupart des ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire résident dans les zones urbaines et ne pratiquent pas d'agriculture de subsistance. Le secteur agricole libyen est limité et orienté principalement sur l'agriculture commerciale, et il joue un rôle modeste dans l'économie libyenne, puisqu'il contribuait à hauteur de 2 pour cent seulement au produit intérieur brut en 2010<sup>17</sup>. Avant le conflit, ce secteur reposait

---

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> OCHA. 2018. *Libya Humanitarian Response Plan 2018*. <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/libya/document/libya-humanitarian-response-plan-2018>.

<sup>15</sup> Banque mondiale. *Early Childhood Development in Libya*. <http://www.worldbank.org/en/country/libya/publication/eccd2015>.

<sup>16</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2016. *Rapport sur la nutrition mondiale 2016: Des promesses aux impacts: Éliminer la malnutrition d'ici 2030*. <https://www.ifpri.org/node/16519>.

<sup>17</sup> Banque mondiale. *Country profile: Libya*. [http://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report\\_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=LBY](http://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=LBY).

essentiellement sur les travailleurs migrants, des hommes pour la plupart, dont un grand nombre a depuis fui le pays, réduisant un peu plus la capacité de production alimentaire nationale déjà faible.

13. *Promouvoir la viabilité des systèmes alimentaires (cible 4 de l'ODD 2)*. La Libye importe la vaste majorité de ses produits alimentaires. De brèves pénuries concernant le blé, le pain, les pâtes, l'huile, le lait et les aliments pour enfants ont été observées dans le sud et dans l'est du pays. En juillet 2018, de nouvelles pénuries concernant l'huile et le blé ont contribué à une "crise du pain", avec la fermeture temporaire des boulangeries qui produisaient des pains plus petits pour le même prix, entraînant à terme une hausse des prix du pain. On ne dispose pas de données concernant les importations et les contrôles des prix, mais les données secondaires laissent à penser que les limites de prix fixées par le Gouvernement, les restrictions aux importations et la mainmise des groupes militaires sur les entreprises de transformation du blé figurent parmi les principales causes de la crise<sup>18</sup>. Les ports, les points de passage des frontières avec l'Égypte et la Tunisie et les itinéraires d'approvisionnement internes sur le territoire libyen sont fondamentaux pour le fonctionnement du système alimentaire. Le contrôle des infrastructures vitales, notamment les ports et les moulins, est aux mains de divers groupes militaires et varie au gré de l'évolution des allégeances. L'interruption des voies d'importation en raison du conflit est un risque important et peut donner lieu à des pénuries alimentaires, à une hausse des prix alimentaires et à une insécurité alimentaire liée au conflit.

#### **Environnement macroéconomique**

14. Les conflits politiques en Libye ont fortement ébranlé le bien-être de la population et l'économie du pays. En 2010, avant la crise, le revenu par habitant s'élevait à 11 934 dollars et était le deuxième plus élevé d'Afrique. En 2016, après la crise, le revenu par habitant était tombé à moins de 5 000 dollars. L'économie de la Libye avant la crise et le bien-être de ses 6,2 millions d'habitants étaient fortement dépendants du pétrole, qui générait la quasi-totalité des revenus et la moitié du produit intérieur brut<sup>19</sup>. La production libyenne de pétrole brut est tombée, passant de 1,6 million de barils par jour en 2011 à 380 000 barils par jour en 2016<sup>20</sup>, tandis que l'inflation a atteint le niveau sans précédent de 28,4 pour cent en 2017 en raison de la hausse des prix des produits alimentaires<sup>21</sup>.
15. Dans l'hypothèse où le conflit serait résolu et où un gouvernement unifié lancerait un programme d'envergure pour assurer la stabilité au niveau global et reconstruire l'économie, la production pétrolière devrait retrouver progressivement son potentiel (environ 1,5 million de barils par jour) d'ici à 2020, et la croissance du produit intérieur brut devrait rebondir à 15 pour cent en 2018 et s'établir ensuite à 7,6 pour cent en moyenne en 2019 et 2020<sup>22</sup>. Les tensions politiques demeurent cependant élevées, les élections prévues en décembre sont compromises et une stabilisation rapide de la situation est très improbable.

---

<sup>18</sup> REACH *Libya Joint Market Monitoring Initiative*. Juillet 2018 <https://reliefweb.int/report/libya/libya-joint-market-monitoring-initiative-jmimi-1-8-july-2018>

<sup>19</sup> Banque mondiale. 2017. *Libya Joint Country Assessment 2017*. (projet) (n'est pas disponible en ligne).

<sup>20</sup> Devarajan, S. et Mottaghi, L. 2017. *L'Économie de la reconstruction d'après-guerre dans la région MENA*. Rapport de suivi de la situation économique dans la région MENA, avril. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26305>.

<sup>21</sup> Banque mondiale. 2018. *Libya's Economic Outlook* (avril 2018). <https://www.worldbank.org/en/country/libya/publication/economic-outlook-april-2018>.

<sup>22</sup> *Ibid.*

### **Principaux liens intersectoriels**

16. *Pas de pauvreté (ODD 1)*. Il n'y a pas eu d'étude systématique de la pauvreté menée en Libye depuis la crise, mais la Banque mondiale estime qu'une grande partie de la population urbaine est soit exposée à la pauvreté, soit déjà pauvre<sup>23</sup>. Le lien entre la pauvreté et l'insécurité alimentaire est très étroit puisque l'accès à la nourriture est tributaire des revenus des ménages et des prix alimentaires. Les facteurs principaux qui contribuent à accroître la pauvreté et qui aggravent l'exclusion socioéconomique sont les taux d'inflation élevés et l'insuffisance des prestations de services de base. Les réductions dans les services publics s'accompagnent systématiquement d'une baisse de la participation des femmes à la vie active et d'une augmentation en parallèle des tâches familiales et domestiques non rémunérées puisqu'elles se substituent aux services assurés auparavant par l'État, comme les soins de santé et l'éducation. La détérioration des conditions de vie des Libyens touche les femmes d'une manière disproportionnée, comme le laissent à penser les éléments qui montrent que les ménages dirigés par une femme ont adopté des stratégies de survie négatives plus préjudiciables et qu'ils peuvent moins compter sur les filets de sécurité informels ou communautaires<sup>24</sup>. De plus, il semblerait que les Libyens modifient leur attitude envers des emplois jusque-là peu attrayants à leurs yeux et occupés par des migrants.
17. *Bonne santé et bien-être (ODD 3)*. Les établissements et les services de santé ont été durement frappés par la crise, avec une réduction importante de l'accès aux soins de santé (y compris les services de santé sexuelle et procréative) et aux médicaments essentiels. Les attaques menées contre les établissements de soins de santé et le personnel médical se poursuivent: 17,5 pour cent des hôpitaux, 20 pour cent des centres de soins de santé primaire et 8 pour cent des autres structures de soins ne sont pas opérationnels parce qu'ils ont subi des dommages ou ne sont pas accessibles<sup>25</sup>. Globalement, la préparation à la prestation de services généraux<sup>26</sup> dans les centres publics de soins de santé primaire est de 36,8 pour cent, et plus de 71 pour cent de personnes souffrant d'une maladie chronique se heurtent à des pénuries de médicaments essentiels.
18. *Éducation de qualité (ODD 4)*. La crise a provoqué de graves perturbations dans l'éducation. Sur 489 écoles touchées par la crise, 40 ont été détruites et 26 sont utilisées comme abris temporaires pour les personnes déplacées. Cette situation concerne directement 250 000 écoliers libyens et 160 000 enfants réfugiés et migrants. Les autres écoles, en particulier dans les zones de conflit, ont été confrontées à des reports de la rentrée scolaire et à des fermetures qui ont contribué à une augmentation du nombre d'enfants non scolarisés. En outre, le manque d'assiduité a des incidences sur l'aptitude des écoliers à acquérir les bases d'apprentissage minimales<sup>4</sup>. Les données pour la période 2015-2016 montrent globalement des taux d'inscription élevés et pratiquement la parité entre les sexes, avec 98,5 pour cent de filles et 97,7 pour cent de garçons inscrits. Des données plus récentes issues de l'évaluation multisectorielle des besoins menée en 2017 dans le cadre de l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) montrent un taux global d'assiduité de 68,4 pour cent, les obstacles à l'éducation signalés

---

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> PAM. 2016. *Libya – Rapid Food Security Assessment (September 2016)*. <https://www.wfp.org/content/libya-rapid-food-security-assessment-september-2016>.

<sup>25</sup> Organisation mondiale de la Santé. 2017. *Service Availability and Readiness Assessment of the Public Health Facilities in Libya*. <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/libya/assessment/service-availability-and-readiness-assessment-public-health-facilities>.

<sup>26</sup> L'Organisation mondiale de la Santé définit la préparation à la prestation de services généraux comme l'aptitude globale des centres médicaux à fournir des services de médecine générale. Voir [www.who.int/healthinfo/systems/sara\\_indicators\\_questionnaire/en](http://www.who.int/healthinfo/systems/sara_indicators_questionnaire/en).

- étant l'éloignement des écoles, le coût et les problèmes de sécurité. On ne dispose de données ventilées selon le sexe et l'âge concernant l'assiduité scolaire.
19. *Égalité entre les sexes (ODD 5)*. La Libye se classait au 38<sup>ème</sup> rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2015. Dans le secteur de l'éducation, 65,7 pour cent des femmes adultes ont au moins un niveau d'éducation secondaire contre 44,2 pour cent des hommes. Cependant, seuls 27,8 pour cent des femmes sont intégrés dans le marché du travail contre 78,7 pour cent des hommes<sup>27</sup>. La participation des femmes à la vie publique est soumise à des restrictions, ce qui limite leurs activités économiques, sociales et politiques. Les problèmes sont aggravés par le conflit prolongé, les violences sexistes généralisées, les restrictions frappant la mobilité et la réduction des débouchés économiques, facteurs qui ont tous des impacts différenciés sur la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons.
  20. *Eau propre et assainissement (ODD 6)*. Avant la crise, 100 pour cent de la population dans les zones urbaines et 95 pour cent dans les communautés rurales avaient accès à l'eau potable en suffisance. La couverture des systèmes d'assainissement était plus réduite, à savoir, 60 pour cent dans les zones urbaines et 40 pour cent dans les zones rurales. Aujourd'hui, seule 64 pour cent de la population ont accès à de l'eau potable en suffisance<sup>4</sup>.
  21. *Paix, justice et institutions efficaces (ODD 16)*. Selon les données du projet de localisation des événements liés aux conflits armés, 1,62 million de personnes auraient résidé à moins de 1 kilomètre de lieux d'incidents armés entre août 2016 et septembre 2017 et 1 289 civils auraient été tués en raison du conflit pendant la même période. L'accès aux informations relatives aux zones les plus touchées par le conflit est cependant limité, et il est probable que le nombre réel de victimes soit considérablement plus élevé<sup>4</sup>. Les civils continuent de faire la cible d'enlèvements, d'assassinats et de demandes de rançons, en raison de leur identité familiale ou tribale ou de leur affiliation ou opinions politiques.
  22. La promotion de l'autonomisation des femmes, de la paix et de la sécurité conformément à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies<sup>28</sup> est extrêmement difficile compte tenu des clivages profonds d'ordre politique, géographique, religieux et ethnique. On ne dispose pas de données ventilées selon le sexe et l'âge, mais il est clair que l'insécurité résultant du conflit en Libye diffère profondément selon le sexe. La violence est largement exercée par des hommes contre des hommes, et les hommes sont également les principales cibles des enlèvements et des arrestations. Néanmoins, l'examen des besoins humanitaires mené en 2017<sup>29</sup> a révélé des niveaux élevés de violence sexuelle et sexiste et de violation des droits de l'enfant et de la femme, notamment des coups, des abus psychosociaux et le déni de l'accès à l'éducation et aux possibilités économiques. Les personnes âgées, les personnes handicapées, les femmes et les enfants sont les plus exposés à la violence sexuelle et sexiste<sup>30</sup>.
  23. Malgré la violence qui prévaut dans le pays, la Libye continue à être une destination ou une route de passage importante pour les migrants fuyant la pauvreté et les conflits qui sévissent en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Selon le dernier rapport sur la matrice de suivi des déplacements d'avril 2018, il y avait à peine moins de 700 000 migrants. Les migrants proviennent de 41 pays, mais essentiellement d'Égypte,

---

<sup>27</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update. Briefing note on Libya*. [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/LBY.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/LBY.pdf).

<sup>28</sup> Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. 2000. Résolution 1325 (2000). [http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf).

<sup>29</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). 2017. *2018 Libya Humanitarian Needs Overview*. <https://reliefweb.int/report/libya/2018-libya-humanitarian-needs-overview-summary-december-2017>.

<sup>30</sup> Analyse préliminaire de la problématique hommes-femmes et recommandations aux fins du plan d'action en la matière du Bureau du PAM en Libye.

du Nigéria, du Tchad, du Soudan et du Ghana. La grande majorité des migrants sont des hommes adultes et résident en Libye depuis plus de six mois<sup>31</sup>. Avec la réduction des départs vers l'Italie par voie maritime, les conditions de vie des réfugiés et des migrants échoués en Libye sont désespérées. Les migrants risquent tout particulièrement d'être victimes d'arrestation arbitraire, de travail forcé et de violences sexuelles. On estime que 5 000 à 6 000 migrants et réfugiés sont détenus dans des conditions inhumaines, caractérisées par de graves violations des droits de l'homme et l'impossibilité d'accéder aux services essentiels, notamment aux soins de santé de base<sup>32</sup>. Les observateurs citent l'absence de contrôles, l'implication des milices, le manque de procédures judiciaires, le racisme endémique et des conditions de vie inacceptables au nombre des préoccupations les plus importantes observées dans les centres de détention<sup>33</sup>.

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

24. La crise en Libye s'est traduite par la dislocation du système de protection sociale étendu auquel les Libyens étaient habitués. Il faut être sur le terrain pour bien comprendre ce qui reste tant du système de protection sociale que de l'aptitude des autorités à le mettre en œuvre, et ce qui a besoin d'être reconstruit. L'un des principaux problèmes à résoudre est la disponibilité limitée de données fiables, actualisées et ventilées sur la vulnérabilité et les besoins. Une évaluation multisectorielle intégrant des données sur le sexe et l'âge a démarré en juillet 2018 et, bien qu'elle ne comporte que peu de données concernant les réfugiés et les migrants, elle sera décisive en permettant de combler les lacunes de données nécessaires et d'appuyer l'intervention humanitaire en Libye. Le PAM participe activement au processus, et notamment finance une partie de l'évaluation, assure la formation des enquêteurs sur les questions liées à la sécurité alimentaire et contribue à l'analyse des données liées aux indicateurs de la sécurité alimentaire. Une évaluation menée actuellement par la Banque mondiale sur le système de subvention libyen devrait également permettre de mieux comprendre quelles sont les structures existantes, leur fonctionnement, et à qui elles s'adressent.
25. Les informations disponibles laissent à penser que, pour appuyer la sécurité alimentaire et le bien-être des personnes vulnérables en Libye dans un avenir proche, il conviendra de s'attaquer aux problèmes suivants:
- disponibilité limitée de données fiables, actualisées et ventilées, et d'analyses concernant la sécurité alimentaire, les besoins et la vulnérabilité et l'impact des inégalités entre les sexes;
  - système de protection sociale défaillant et incapacité des autorités concurrentes et des institutions parallèles à assurer les services essentiels;
  - pouvoir d'achat réduit et accès insuffisant à la nourriture des ménages vulnérables, notamment les personnes déplacées, les migrants et les réfugiés;
  - nécessité pour les organismes des Nations Unies de rétablir pleinement une présence à Tripoli et dans d'autres régions afin d'améliorer l'apport d'assistance humanitaire; et

---

<sup>31</sup> Quatre-vingt-onze pour cent d'adultes (89 pour cent d'hommes et 11 pour cent de femmes) et 9 pour cent de mineurs (42 pour cent accompagnés et 58 pour cent non accompagnés). DTM Libya. Migrant Report Information Package 18 (mars 2018). <https://www.globaldtm.info/dtm-libya-migrant-report-information-package-18-march-2018/>

<sup>32</sup> Organisation internationale pour les migrations (OIM). 2017. *Flow Monitoring Surveys: The Human Trafficking and Other Exploitative Practices Indication Survey: Analysis on Adult and Children on the Mediterranean Routes Compared*. [https://migration.iom.int/docs/Analysis\\_Flow\\_Monitoring\\_and\\_Human\\_Trafficking\\_Surveys\\_in\\_the\\_Mediterranean\\_and\\_Beyond\\_adults\\_children.pdf](https://migration.iom.int/docs/Analysis_Flow_Monitoring_and_Human_Trafficking_Surveys_in_the_Mediterranean_and_Beyond_adults_children.pdf).

<sup>33</sup> Global Detention Project. Libya Immigration Detention. <https://www.globaldetentionproject.org/countries/africa/libya>.

- niveaux élevés d'insécurité qui perdurent et risques de poursuite de l'escalade du conflit, exigeant une meilleure préparation et planification des interventions d'urgence.

#### **1.4 Priorités pour le pays**

##### ***Priorités du Gouvernement***

26. Le règlement du conflit et la fourniture d'une assistance humanitaire adaptée aux besoins et aux priorités propres aux hommes, aux femmes, aux garçons et aux filles en Libye demeurent les priorités les plus urgentes. Selon le plan d'intervention humanitaire de 2018, 1,1 million de personnes a besoin d'une assistance humanitaire. Sans avancée significative allant dans le sens de l'établissement d'un gouvernement national légitime, ces personnes continueront à avoir besoin d'un appui. La priorité du Gouvernement est de trouver des solutions durables pour venir en aide aux Libyens dont les moyens d'existence ont été compromis par le conflit et qui ont besoin d'assistance.

##### ***Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires***

27. Les priorités des parties prenantes apparaissent dans divers plans, notamment le plan d'intervention humanitaire de 2018 et le Cadre stratégique des Nations Unies pour la Libye pour 2019-2020. Le plan d'intervention humanitaire définit trois objectifs stratégiques pour orienter l'intervention humanitaire: protéger les droits des personnes conformément au droit humanitaire international et au droit international relatif aux droits de l'homme; appuyer un accès inclusif, sûr et digne aux services essentiels à l'intention des ménages et des communautés vulnérables; et renforcer l'intervention humanitaire en améliorant le respect de l'obligation redditionnelle et les capacités. Le Cadre stratégique des Nations Unies définit trois grands domaines de collaboration pour la période 2019-2020: gouvernance et état de droit; redressement économique et croissance; et amélioration de la prestation régulière des services essentiels. L'objectif du plan d'intervention humanitaire et du Cadre stratégique est de compléter le processus de pacification en cours, grâce à des actions coordonnées visant à répondre aux besoins humanitaires des populations les plus vulnérables et à renforcer la résilience communautaire, et à rétablir les systèmes et les capacités institutionnelles tant au niveau national que local.
28. Le statut d'évacuation en vigueur depuis la mi-2014 pour le personnel des Nations Unies a été levé en février 2018, et les organismes des Nations Unies ont progressivement rétabli une présence à Tripoli. La mission politique dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général concentre actuellement ses efforts sur trois points essentiels: amender l'accord politique libyen; tenir une conférence nationale dans le but d'établir une charte nationale susceptible d'unifier les principes et de définir un cadre juridique relatif à la tenue d'une élection; et organiser des élections.
29. Les organismes des Nations Unies investissent dans la préparation aux situations d'urgence et élaborent des scénarios en estimant les besoins d'intervention. Un atelier interinstitutions concernant la planification des interventions d'urgence s'est tenu en août 2018 au cours duquel des mesures importantes ont été prises pour renforcer la coordination et la planification des interventions d'urgence.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

30. En 2011, le PAM a réagi face au délitement des filets de sécurité publics en Libye en lançant une opération d'urgence, rapidement suivie par une intervention régionale couvrant la Libye, l'Égypte et la Tunisie. L'assistance fournie par le PAM a ciblé 1 million de personnes ayant fui la Libye au milieu de l'année 2011. Avec la diminution de la violence, les opérations ont évolué conformément à la stratégie de retrait du PAM, l'assistance fournie consistant à développer les capacités nationales comme demandé par le Gouvernement. Cependant, le

regain de violence qui a suivi les élections parlementaires de 2014 a conduit le PAM à reprendre les distributions de produits alimentaires, lesquelles ont été gérées à distance depuis la Tunisie après l'évacuation en juillet 2014 de l'ensemble du personnel des Nations Unies recruté sur le plan international présent en Libye.

31. L'expérience tirée par le PAM des interventions menées par le passé en Libye et les consultations avec les parties prenantes indiquent que la préparation et la flexibilité sont les clés de la fourniture d'une assistance humanitaire dans un environnement complexe et imprévisible. La planification des interventions d'urgence, la collecte de données et les analyses sont essentielles à une programmation efficace. Le maintien d'une certaine flexibilité signifie aussi avoir à disposition un portefeuille d'activités diversifié permettant au PAM de jouer les rôles de catalyseur et d'exécutant qui sont cruciaux dans un environnement instable<sup>34</sup>.
32. Il est fondamental de rétablir une présence à part entière à Tripoli et, progressivement, dans d'autres régions du pays, si l'on veut asseoir le PAM dans son rôle de partenaire clé en Libye et obtenir les résultats attendus des programmes. Une présence dans le pays permettra au PAM d'appuyer l'action des Nations Unies de manière à tirer parti de son avantage comparatif, à savoir une longue expérience en matière d'évaluation de la vulnérabilité dans les situations de conflit, l'aptitude à intensifier et à réduire l'assistance rapidement en recourant à divers types d'intervention et de modalité, et la capacité à travailler dans les domaines interdépendants de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix. Cette présence dans le pays contribuera aussi à renforcer les capacités des partenaires coopérants et à améliorer les dispositions relatives à l'examen préalable et au suivi.
33. Pour faire en sorte que le PAM contribue au maintien de la paix sur le long terme, la conception du programme doit comporter des objectifs relatifs à la consolidation de la paix, à l'égalité des sexes et à la cohésion sociale. Le fait de collaborer plus étroitement avec les partenaires de développement pour rattacher l'action humanitaire à des objectifs à plus long terme et à de nouvelles perspectives de développement aidera aussi le PAM à contribuer à la paix. Les activités menées dans les domaines interdépendants de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix reposent sur la complémentarité des partenaires aux fins de la réalisation d'objectifs communs.
34. L'analyse de la problématique hommes-femmes est fondamentale pour mieux comprendre les causes de l'insécurité alimentaire liées à cette question et les différents besoins propres aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, et concevoir les interventions les plus adaptées à la situation<sup>35</sup>. En application des recommandations issues d'une évaluation de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes<sup>36</sup>, le souci d'égalité entre les sexes doit être intégré dans la conception du programme et faire l'objet d'un suivi constant sur la base des avis des bénéficiaires et de la surveillance des distributions de produits alimentaires. Les questions de protection seront aussi intégrées dans la conception du programme, conformément aux résultats d'une évaluation portant sur la protection réalisée en mai 2018.

---

<sup>34</sup> PAM. 2017. *Operational Evaluation Series, Regional Synthesis 2013-2017, Middle East, North Africa, Central Asia and Eastern Europe Region*. <https://www.wfp.org/content/operation-evaluations-series-regional-synthesis-2013-2017-middle-east-north-africa-central-a>.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> PAM. 2014. *Evaluation of WFP's 2009 Gender Policy: This Time Around? Evaluation Report*. <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/reports/wfp262317.pdf>.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

35. Compte tenu des résultats obtenus jusqu'à aujourd'hui, de l'intensification de la présence sur le terrain, des enseignements tirés de l'expérience et des avis des parties prenantes, le PAM privilégiera les potentialités stratégiques suivantes dans le contexte du plan stratégique de pays provisoire (PSPP):

- *Retour progressif en Libye.* Après la levée de l'ordre d'évacuation des Nations Unies en février 2018, le PAM a renforcé sa présence opérationnelle avec le retour du personnel recruté sur le plan international, le recrutement de personnel sur le plan national et l'ouverture d'un bureau en mars 2018. Le PAM prévoit un transfert total de Tunis à Tripoli début 2019, dans la perspective d'une extension jusqu'à Benghazi dans l'est du pays si les conditions de sécurité le permettent. Le retour à Tripoli constitue un facteur déterminant de la réussite du PSPP, et des plans d'urgence seront mis en place pour garantir la continuité du programme au cas où les projets de retour seraient perturbés.
- *Contribution stratégique à l'action des Nations Unies.* Le PSPP détermine la contribution du PAM aux initiatives collectives des Nations Unies et il est harmonisé avec le Cadre stratégique des Nations Unies pour 2019-2020. Le PAM s'emploiera aussi à tirer parti des possibilités de programmation conjointe avec les partenaires de développement dont la présence dans le pays est limitée. Dans le contexte du retour graduel des organismes des Nations Unies, le PAM est bien placé pour offrir, entre autres, des services aériens d'aide humanitaire ainsi qu'un appui en matière de logistique et de télécommunications d'urgence.
- *Expansion de l'assistance alimentaire au profit de ceux qui en ont le plus besoin.* En collaboration avec l'ensemble des partenaires concernés et sur la base de données actualisées sur la vulnérabilité, dont certaines peuvent être collectées dans le cadre d'enquêtes réalisées au moyen du système mobile d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, le PAM évaluera la portée de son assistance et l'étendra à d'autres personnes ayant besoin d'assistance, notamment des rapatriés, des Libyens non déplacés, des réfugiés et si possible des migrants.
- *Modification des modalités.* Une évaluation intersectorielle des capacités menée par le PAM a montré que les transferts de type monétaire convenaient au contexte essentiellement urbain de la Libye, où les produits alimentaires sont déjà disponibles sur les marchés. Compte tenu de certains problèmes rencontrés dans les systèmes alimentaires en Libye, le suivi continu des marchés<sup>37</sup> et l'analyse de la problématique hommes-femmes seront essentiels pour modifier avec succès les modalités. Les transferts de type monétaire (bons d'achat alimentaires électroniques) devraient être mis en place au cours du second semestre de 2018 dans le cadre de l'opération d'urgence menée actuellement par le PAM. Ce dernier prévoit de remplacer progressivement les transferts en nature par les transferts de type monétaire lorsque cela est possible, pour contribuer à stimuler l'économie locale tout en s'efforçant d'atténuer les risques sécuritaires liés à la livraison de produits alimentaires, notamment dans les zones de conflit.
- *Préparation du redressement et de la paix.* Sous réserve de la stabilisation relative de la situation en Libye, le PAM mettra en place progressivement, pendant la mise en œuvre du PSPP, des activités favorisant le redressement. En contribuant directement à l'ODD 17, le PAM misera sur la collaboration avec les partenaires, notamment le Gouvernement libyen, la Banque mondiale, le groupe de travail sur l'assistance

---

<sup>37</sup> Le suivi des prix pratiqués sur les marchés est réalisé par les partenaires de l'initiative REACH pour le compte du groupe de travail sur l'assistance monétaire et les marchés et il est appuyé par le PAM avec la collecte de données sur le terrain.

monétaire et les marchés<sup>38</sup> et d'autres groupes sectoriels, y compris la société civile, en vue d'appuyer l'examen et le rétablissement des systèmes de protection sociale existant avant la crise, qui joueront un rôle crucial dans un contexte de sortie de conflit pour assurer la cohésion sociale. Le PAM mènera aussi des consultations et des évaluations qui étayeront les activités d'appui aux moyens d'existence qui seront menées à titre pilote, à la fois en milieu rural et en milieu urbain, en profitant équitablement aux femmes et aux hommes et en prônant la participation des femmes et l'accès de celles-ci aux responsabilités pour catalyser et promouvoir la réconciliation et la consolidation de la paix<sup>39</sup>.

### 2.3 Réorientations stratégiques

36. Le PAM s'emploiera à:

- investir dans la collecte et l'analyse de données, y compris la ventilation systématique des données selon le sexe et l'âge et les analyses de la problématique hommes-femmes, afin d'améliorer le ciblage et la préparation aux situations d'urgence;
- mettre en place et intensifier progressivement le recours aux transferts de type monétaire;
- collaborer avec les partenaires à un programme de filets de protection sociale restructuré et réalisable qui comporte des subventions alimentaires et des activités d'alimentation scolaire;
- introduire des activités complémentaires afin de tirer parti des interventions d'alimentation scolaire dans les prochaines années pour transformer le programme de filets de sécurité en un programme à dimension nutritionnelle et propre à faire évoluer les relations entre les sexes au profit des personnes les plus vulnérables;
- promouvoir l'intégration des ménages vulnérables, y compris les personnes déplacées ayant pris le chemin du retour, dans leurs communautés, en s'attachant spécialement à remédier aux inégalités, qui constituent des facteurs particulièrement restrictifs pour les femmes et les jeunes;
- mettre en place des interventions permettant aux ménages et aux communautés de se relever moyennant la remise en état des infrastructures et la mise en œuvre d'activités visant à développer le capital humain, social et financier; et
- renforcer la préparation globale du système des Nations Unies en offrant des services, comme les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, et un soutien dans les domaines des technologies de l'information et des communications et de la logistique.

## 3. Orientation stratégique du PAM

### 3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

37. En Libye, le PAM procédera par étapes. La première année de mise en œuvre du PSPP, le PAM consolidera sa présence dans le pays, renforcera les partenariats avec les parties prenantes nationales et internationales, recueillera des données et des éléments factuels sur la vulnérabilité ventilés selon le sexe, l'âge et d'autres facteurs, appuiera les actions des Nations Unies et affinera l'intervention humanitaire en cours. Le PAM commencera aussi à lancer d'autres interventions complémentaires et de petites activités pilotes de

---

<sup>38</sup> Voir <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/libya/cash-working-group>.

<sup>39</sup> Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. 2000. Résolution 1325 (2000). [http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf).

- redressement. À partir de la deuxième année, le PAM et ses partenaires étendront ces activités, en privilégiant tout d'abord les interventions les plus urgentes, les plus équitables et les plus performantes.
38. Le PAM continuera à fournir une assistance alimentaire aux populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et directement touchées par la crise qui frappe actuellement la Libye. Fondée sur l'expérience des opérations antérieures et stimulée par le rétablissement de la présence du PAM dans le pays, la disponibilité améliorée des données et un ciblage et des modalités de livraison renforcés, l'assistance alimentaire aura une dimension nutritionnelle et sera complétée par la distribution de collations ou de repas aux enfants des écoles primaires.
  39. Les actions visant à favoriser la paix et la réconciliation seront intégrées dans les programmes du PAM. Le PAM contribuera au redressement dans les zones où il est possible de le faire et cherchera de nouvelles occasions de mener à titre pilote et de transposer à plus grande échelle des interventions qui contribuent à promouvoir l'autonomie communautaire, à soutenir le redressement et à favoriser la réconciliation et la paix, en travaillant avec les autorités nationales et locales afin que celles-ci soient en mesure de se relever et de fournir les services de base aux communautés vulnérables.
  40. Dans le cadre du PSPP, le PAM mettra à profit sa longue expérience en matière de prestation de services essentiels pour apporter un soutien aux partenaires humanitaires et aux partenaires de développement, en assurant des services de logistique, et des services communs liés aux technologies de l'information et des communications et au transport aérien.
  41. Le PSPP permettra au PAM de retourner en Libye avec une intervention modulable, flexible et prudente, qui permette de satisfaire les besoins immédiats, de mettre en œuvre à titre pilote des interventions relatives aux moyens d'existence visant à appuyer la paix et le redressement, et de faciliter l'action des partenaires. Il est indispensable, pour opérer en Libye, d'analyser en permanence les risques et de les atténuer; les questions de l'accès et de la protection seront prises en compte dans l'intervention du PAM. Les problèmes liés aux systèmes alimentaires et aux itinéraires d'approvisionnement seront réexaminés en actualisant les estimations des capacités logistiques et de la chaîne d'approvisionnement. Le PAM participe activement à un processus interorganisations de préparation et de planification des interventions, et le renforcement des capacités des partenaires coopérants visera à améliorer le ciblage des bénéficiaires et la prestation des services. La coordination des activités du secteur de la sécurité alimentaire sera également renforcée pour améliorer la prestation des services dans ce secteur.
  42. À travers le PSPP, le PAM entend contribuer d'une manière tangible aux domaines interdépendants de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix en Libye. Tous les effets directs stratégiques sont harmonisés à la fois avec le plan d'intervention humanitaire de 2018 et le Cadre stratégique des Nations Unies pour 2019-2020. Une programmation à dimension nutritionnelle, des approches propres à faire évoluer la relation entre les sexes et une conception tenant compte de la situation de conflit seront si possible intégrées dans le PSPP.
  43. Le PAM et ses partenaires coopérants continueront à obéir aux principes humanitaires. Le PAM intégrera la question de la protection et de la responsabilité à l'égard des populations touchées dans toutes les activités, afin que les personnes qui en ont le plus besoin, y compris les personnes handicapées, puissent accéder à l'assistance d'une manière sûre, digne et équitable. Le PAM s'emploiera aussi à renforcer la participation des femmes, des jeunes et de la société civile.

### 3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

#### ***Effet direct stratégique 1: Les populations vulnérables touchées par la crise en Libye, notamment les écoliers, ont accès à une alimentation suffisante et nutritive pendant et après les crises***

44. Le PAM fournira une assistance alimentaire aux personnes déplacées, aux rapatriés, aux personnes non déplacées et aux réfugiés qui sont les plus gravement touchés par le conflit et les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Cet effet direct contribue à l'objectif stratégique 2 du plan d'intervention humanitaire concernant l'accès aux services essentiels et à l'effet direct stratégique 3 du Cadre stratégique des Nations Unies portant sur la prestation de services sociaux de qualité.

#### ***Domaines d'action privilégiés***

45. Cet effet direct est centré sur l'intervention face à une crise car il implique de répondre aux besoins immédiats des personnes vulnérables pendant et après des crises.

#### ***Produits escomptés***

46. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations touchées par la crise reçoivent régulièrement et en temps utile une assistance alimentaire, sous la forme de transferts en nature ou de type monétaire, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.
  - Les enfants scolarisés dans les zones ciblées reçoivent des aliments nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires.

#### ***Activités essentielles***

*Activité 1: Fournir une assistance aux personnes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire en Libye, notamment les écoliers, et mener à titre pilote des interventions complémentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition*

47. En attendant que de nouvelles données d'évaluation deviennent disponibles durant le deuxième semestre de 2018, l'assistance alimentaire fournie par le PAM aux groupes vulnérables s'appuiera sur le plan d'intervention humanitaire de 2018, selon lequel 1,1 million de personnes<sup>40</sup> continuent d'avoir besoin d'assistance humanitaire. Ce nombre comprend 637 000<sup>41</sup> personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont 153 000 personnes déplacées et rapatriés, 21 000 réfugiés, 343 000 personnes non déplacées et 120 000 migrants et demandeurs d'asile. Le PAM procédera systématiquement à des analyses ventilées selon le sexe et l'âge afin d'adapter les interventions aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons<sup>42</sup>, y compris des personnes handicapées, et de prendre en compte l'égalité des sexes dans toutes les activités. Les interventions complémentaires menées à titre pilote bénéficieront aussi des évaluations, qui comprendront une enquête nutritionnelle.
48. Pendant la mise en œuvre du PSPP, le PAM prévoit de venir en aide aux personnes déplacées en coopération avec les comités de crise locaux, le Secrétariat d'État pour les personnes déplacées et les partenaires coopérants. Le PAM répondra aux mouvements de population, recensera et aidera les personnes déplacées selon les besoins. De plus, le PAM viendra en

<sup>40</sup> Sur ce 1,1 million de personnes ayant besoin d'assistance, 44 pour cent sont des femmes et des filles, 56 pour cent sont des hommes et des garçons, 33 pour cent sont des enfants de moins de 18 ans et 5 pour cent sont des personnes âgées de plus de 59 ans.

<sup>41</sup> Les femmes et les filles représentent 41 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire, les enfants 31 pour cent et les personnes âgées 5 pour cent.

<sup>42</sup> De cette manière, le PAM sera en mesure de déterminer les besoins des personnes en situation d'insécurité alimentaire et souffrant de malnutrition au sein des ménages.

aide aux ménages vulnérables, tandis que le soutien des ménages de réfugiés, migrants et demandeurs d'asile venant d'autres pays pourra être examiné en coopération avec les comités de crise locaux et les autres partenaires.

49. Le soutien apporté aux personnes déplacées devrait diminuer progressivement au cours des années 1 et 2, tandis que le soutien destiné aux ménages libyens vulnérables non déplacés devrait augmenter progressivement étant donné que le PAM offre une assistance rapide et régulière en lieu et place d'un système public pleinement opérationnel.
50. Dans le cadre d'un accord spécifique de pays établi avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et conformément au mémorandum d'accord général conclu par le HCR et le PAM, le PAM continuera à fournir une assistance aux réfugiés les plus vulnérables enregistrés par le HCR<sup>43</sup>. Les réfugiés recevront une assistance dans les centres de développement communautaire et dans les installations de rassemblement et de départ. Ces installations ont pour objet principal d'offrir une alternative sûre et digne à la détention aux réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables, tout en accélérant la recherche de solutions en leur faveur dans des pays tiers, qui peuvent être la réinstallation directe, le regroupement familial ou l'évacuation.
51. En coopération avec le Ministère de l'éducation et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PAM commencera à mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire qui complète ses distributions générales de vivres destinées aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux Libyens vulnérables. Compte tenu de l'extrême instabilité de la situation en Libye, le PAM mettra en place un programme d'alimentation scolaire qui permettra d'assurer aux enfants un accès à l'alimentation en période de crise et d'améliorer cette alimentation grâce à un apport accru en micronutriments. L'assistance sera planifiée en tenant compte des questions de protection et de sécurité et, si possible, sera fournie selon des modalités qui contribuent à la protection des bénéficiaires au sens large. Si la situation s'améliore, les écoles peuvent servir de plateforme pour introduire des changements plus larges, parce que les écoles sont le point de convergence de nombreux objectifs de développement de la Libye, notamment des objectifs en matière d'éducation, de santé, d'égalité entre les sexes et de nutrition. L'intervention jettera les bases d'un programme national d'alimentation scolaire plus ample. Pendant la phase initiale, les rations scolaires comprendront des barres à base de dattes enrichies en micronutriments, qui sont acceptables sur le plan culturel et réalisables sur le plan de la programmation, et peuvent contribuer à améliorer l'apport en micronutriments chez les enfants.

***Effet direct stratégique 2: Sur l'ensemble du territoire libyen, les populations vulnérables bénéficient de moyens d'existence renforcés et du rétablissement de l'accès aux services essentiels toute l'année***

52. Cet effet direct représente la contribution du PAM aux activités de redressement et prévoit un appui aux moyens d'existence dans les zones ciblées et, dans la mesure du possible, la fourniture d'une aide durable aux rapatriés qui ne bénéficient plus du soutien relevant de l'effet direct stratégique 1. L'effet direct stratégique 2 contribue à l'objectif stratégique 2 du plan d'intervention humanitaire concernant l'accès aux services essentiels et à l'effet direct stratégique 3 du Cadre stratégique des Nations Unies portant sur la prestation de services sociaux de qualité.

***Domaines d'action privilégiés***

53. Cet effet direct est centré sur le renforcement de la résilience.

---

<sup>43</sup> En août 2018, le nombre total de réfugiés inscrits auprès du HCR s'élevait à 54 416.

**Produits escomptés**

54. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance alimentaire sous la forme de transferts en nature ou de type monétaire assortis de conditions pour satisfaire leurs besoins alimentaires.
  - Les bénéficiaires ciblés disposent d'un capital humain, social et financier renforcé grâce à des activités de formation professionnelle en vue d'améliorer leur autonomie.
  - Les communautés vulnérables bénéficient des systèmes et des capacités renforcés des partenaires locaux et nationaux, qui contribuent à améliorer l'accès à des filets de protection sociale satisfaisants.

**Activités essentielles**

*Activité 2: Fournir aux communautés vulnérables des activités de renforcement des compétences et améliorer les filets de sécurité nationaux et locaux*

55. Le PAM prévoit de faire participer jusqu'à 30 pour cent des ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire recevant un soutien non assorti de conditions dans le cadre de l'activité 1 à des activités de redressement et de formation axées sur la résilience. L'activité sera mise en place progressivement après que des évaluations auront été menées pour déterminer les critères de sélection relatifs à la participation équitable, à la demande du marché et autres détails opérationnels.
56. Le PAM coopérera avec divers partenaires, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre du Fonds pour la consolidation de la paix, l'UNICEF et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), afin de mettre en place des activités d'Assistance alimentaire pour la formation (AAF) au bénéfice des ménages en situation d'insécurité alimentaire, l'objectif étant de remédier aux déficits de consommation tout en renforçant les moyens d'existence grâce au développement du capital humain, social et financier. Les activités AAF seront axées sur la formation professionnelle, en particulier pour les femmes dans les zones urbaines et semi-urbaines – spécialement celles qui ont perdu leur emploi – et pour les jeunes, qui constituent le groupe de population dans lequel les taux de chômage sont les plus élevés. Les interventions seront mises en place après que des évaluations de faisabilité auront été réalisées, y compris une évaluation des lacunes dans le marché de l'emploi. Le PAM examinera la possibilité de mettre en place des activités d'Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) qui visent à promouvoir le redressement par la création et la remise en état d'actifs communautaires. Les activités 3A et AAF seront conçues de manière à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes pour ce qui est de l'accès aux ressources et de leur contrôle. Les normes de qualité seront respectées dans la remise en état des infrastructures communautaires et sociales.
57. Le PAM collaborera avec les partenaires qui ont les ressources et les capacités techniques complémentaires nécessaires aux fins d'interventions de création d'actifs, de création de revenus et de développement des capacités adaptées au contexte. Le PAM mettra directement en œuvre les activités tout en travaillant avec les homologues du Gouvernement pour renforcer les capacités et les systèmes nationaux en collaboration avec des partenaires majeurs comme la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUD, et y compris pour restructurer les subventions publiques.

***Effet direct stratégique 3: La communauté humanitaire en Libye dispose de capacités renforcées pour aider les populations vulnérables pendant et après des crises***

58. Au titre de cet effet direct, le PAM coopérera avec les partenaires en Libye et leur apportera un appui afin de contribuer à la réalisation de l'objectif stratégique 3 du plan d'intervention humanitaire, à savoir renforcer l'intervention humanitaire en améliorant le respect de l'obligation redditionnelle et les capacités, et de l'effet direct stratégique 3 du Cadre stratégique des Nations Unies portant sur la prestation de services sociaux de qualité.

***Domaines d'action privilégiés***

59. Cet effet direct est centré sur l'intervention face à une crise. Le PAM s'emploiera à améliorer la capacité des partenaires à venir en aide aux populations vulnérables pendant et après des crises.

***Produits escomptés***

60. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les populations touchées par la crise bénéficient des capacités renforcées des partenaires humanitaires résultant de la coordination et des services logistiques.
- Les populations touchées par la crise bénéficient de la disponibilité de services aériens humanitaires assurant le transport sans danger du personnel humanitaire et la livraison en temps utile de l'assistance humanitaire.
- Les besoins communs de la communauté humanitaire en matière de services liés aux technologies de l'information et des communications sont satisfaits, ce qui permet d'optimiser l'efficacité de ses interventions.

***Activités essentielles***

*Activité 3. Fournir les services du secteur de la logistique aux partenaires humanitaires présents en Libye*

61. Le PAM sera chargé de la coordination du secteur de la logistique, et facilitera l'accès des partenaires de l'action humanitaire ayant des activités en Libye aux plateformes de services communs. Le PAM fournira des services de coordination et de gestion de l'information afin de réduire le plus possible les doubles emplois et de faciliter la prise de décisions opérationnelles parmi les parties prenantes. En cas de besoin, le PAM appuiera les évaluations de la logistique liée à l'infrastructure, y compris les ports en Libye, et les normes de qualité des aliments. Le PAM peut aussi fournir des services interorganisations comme les convois de camions, la mise à disposition d'entrepôts et la facilitation de l'accès.

*Activité 4: Fournir des services de transport aérien pour le personnel et les cargaisons légères (Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies)*

62. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies pour la Libye ont été établis pour assurer des services de transport aérien sûrs et fiables permettant de faciliter les interventions humanitaires menées face à la crise en Libye. Le service sera axé sur les vols à destination de Tripoli, Benghazi et autres lieux de destination à l'intérieur de la Libye, notamment Sabha, Misrata et Bani Walid, afin d'assurer l'accès aux zones ciblées par des interventions et permettre aux travailleurs humanitaires de venir en aide aux populations touchées dans des endroits difficiles à atteindre dans la situation actuelle. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies fournissent des services de transport sûrs et fiables et des capacités de réserve pour l'évacuation du personnel humanitaire si nécessaire. Ces services se poursuivront jusqu'à ce que des vols commerciaux sûrs et fiables soient de nouveau assurés dans le pays.

*Activité 5: Fournir aux partenaires humanitaires présents en Libye des services communs liés aux technologies de l'information et des communications*

63. Le PAM dirige le groupe de travail chargé des technologies de l'information et des communications et, comme les Nations Unies ouvrent des bureaux en dehors de Tripoli (y compris à Benghazi), le PAM sera chargé d'assurer des services communs pour le compte des Nations Unies. L'activité consistera à fournir un soutien en matière de sécurité des télécommunications, des plateformes internet, la connectivité et des services connexes ainsi qu'un soutien technique.

### **3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

64. Il est improbable qu'une sortie complète de l'assistance humanitaire puisse être mise en œuvre dans les deux prochaines années, mais des investissements par étapes et ciblés dans la résilience et le redressement sont une condition indispensable à l'instauration de la paix. Le PAM contribuera à ces investissements en élaborant des stratégies visant à faire passer certains bénéficiaires de l'assistance non conditionnelle à l'assistance assortie de conditions, en faisant une plus large place à la prévention et en améliorant les liens entre l'assistance du PAM et les filets de sécurité nationaux.

65. Afin d'assurer une transition réussie vers le redressement, le PAM centrera ses efforts pendant la mise en œuvre du PSPP sur le suivi régulier des marchés, de la sécurité alimentaire et de la situation en matière de nutrition; le renforcement de la capacité nationale et la reprise des services essentiels, notamment au moyen d'un programme national de subvention durable et équitable; l'expérimentation d'approches complémentaires à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes; et la collecte de données et la production de données factuelles.

66. Une fois que les recettes pétrolières auront retrouvé les niveaux d'avant la crise et que le Gouvernement aura le contrôle de la totalité du territoire de la Libye, le PAM planifiera une réduction progressive du soutien direct et se concentrera davantage sur le renforcement des capacités et la protection sociale.

## **4. Modalités d'exécution**

### **4.1 Analyse des bénéficiaires**

67. Le PSPP est le résultat d'un exercice consultatif de hiérarchisation des priorités, éclairé par les données disponibles. La priorité est donnée aux zones où la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire atteignent des niveaux élevés et qui comptent un grand nombre de rapatriés et de personnes déplacées. Les critères d'établissement des priorités et de ciblage seront renforcés et perfectionnés à l'aide de l'évaluation multisectorielle des besoins de 2018.

68. Les bénéficiaires seront sélectionnés en fonction de critères de ciblage géographique et de la situation des ménages, au moyen d'indicateurs indirects. Les critères de ciblage des rapatriés, des personnes déplacées et des ménages non déplacés vulnérables sont les suivants: les ménages dirigés par une femme, un mineur ou une personne âgée sans revenu régulier; les ménages comptant de nombreux membres sans revenu régulier, y compris ceux qui comptent des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des enfants de moins de 2 ans ou des personnes âgées qui sont incapables de prendre soin d'elles-mêmes; les ménages comptant au moins un membre handicapé, ayant des besoins spécifiques ou atteint d'une maladie chronique; et les ménages avec un faible revenu mensuel. Environ 35 pour cent des ménages ciblés sont dirigés par des femmes qui sont le seul soutien de famille.

69. Pour l'activité 1, le PAM ciblera 60 000 personnes déplacées, 12 000 réfugiés enregistrés parmi les plus vulnérables et un maximum de 80 000 autres personnes vulnérables par mois qui bénéficieront de transferts non assortis de conditions. Pour ce qui concerne les repas scolaires complémentaires, 20 000 enfants des écoles primaires pendant la première année et 40 000 pendant la deuxième année seront sélectionnés en fonction du ciblage géographique et en coordination avec le Gouvernement.
70. Pour l'activité 2, le PAM ciblera pendant la première année deux groupes d'environ 2 400 participants chacun pour les activités AAF. Au cours de la deuxième année, le nombre des participants sera augmenté et deux groupes d'environ 4 800 personnes chacun seront ciblés. Le lien établi entre les activités 1 et 2, selon lequel 30 pour cent au maximum des bénéficiaires de l'activité 1 pourraient être admis à recevoir un soutien assorti de conditions au titre de l'activité 2, permettra de répondre avec la souplesse voulue aux besoins selon l'évolution de la situation.
71. Le PAM enregistrera progressivement tous les bénéficiaires à l'aide de sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE).

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Total</b>
1	1. Fournir une assistance aux personnes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire en Libye, notamment les écoliers, et mener à titre pilote des interventions complémentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition	47 070	47 919	47 537	49 474	<b>192 000</b>
2	2. Fournir aux communautés vulnérables des activités de renforcement des compétences et améliorer les filets de sécurité nationaux et locaux	22 296	22 699	13 222	13 783	<b>72 000</b>
3	3. Fournir les services du secteur de la logistique aux partenaires humanitaires présents en Libye					-
	4. Fournir des services de transport aérien pour le personnel et les cargaisons légères (Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies)					-
	5. Fournir aux partenaires humanitaires présents en Libye des services communs liés aux technologies de l'information et des communications					-
<b>Total, hors chevauchement*</b>		<b>56 360</b>	<b>57 377</b>	<b>33 422</b>	<b>34 841</b>	<b>182 000</b>

\* À l'exclusion des bénéficiaires de l'activité 2 car ils bénéficient tous de l'activité 1. Le total exclut également le chevauchement de 25 pour cent des écoliers au titre de l'activité 1 dont les familles bénéficient d'une distribution générale de vivres au titre de l'activité 1.

## 4.2 Transferts

### ***Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire***

72. Le PAM choisira les modalités de transfert en fonction de l'analyse des préférences des bénéficiaires et de l'analyse coût-efficacité et coût-efficience associée à des évaluations du contexte, de la problématique hommes-femmes et de certains secteurs (marchés et finance), et avec l'objectif d'accroître progressivement les modalités de transfert fondées sur le marché, là où les marchés locaux fonctionnent et où les modalités fondées sur les marchés ne risquent pas de nuire ou de creuser les inégalités. Le PAM conservera sa capacité de passer d'une modalité à l'autre en cas de modification des marchés et des conditions de sécurité dans des zones déterminées. Les valeurs des transferts sont établies en fonction des objectifs de chaque activité.
73. Au titre de l'activité 1, le PAM fournira des transferts en quantité suffisante pour couvrir 70 pour cent au maximum des besoins essentiels des ménages. L'assortiment alimentaire comprendra de la farine de blé enrichie, des pâtes, des haricots, de l'huile végétale enrichie et des mélanges blé-soja. Les bénéficiaires devraient couvrir leurs besoins alimentaires quotidiens restants par d'autres moyens. La valeur des transferts pourra être révisée compte tenu des résultats des évaluations ou de l'évolution de la situation. Les transferts en nature, les bons-produits ou les bons-valeur seront utilisés, les rations étant équivalentes pour les trois modalités. Le PAM aura recours aux transferts de type monétaire en s'appuyant sur les avis du groupe de travail sur l'assistance monétaire et les marchés, le suivi permanent des prix du marché et l'analyse des politiques d'établissement des prix et des subventions qui sont encore en place. Les distributions en nature seront privilégiées dans les lieux où les marchés ne fonctionnent pas ou encore là où, en raison de la forte inflation des prix alimentaires, certains groupes ne sont pas en mesure d'acheter les produits alimentaires de base. Un nombre accru de bénéficiaires, en particulier dans les zones urbaines, recevront des bons-produits ou des bons-valeur.
74. De plus, dans le cadre de l'activité 1, les enfants scolarisés recevront des collations sous forme de barres à base de dattes enrichies en micronutriments. Les produits seront choisis compte tenu des conditions climatiques et des préférences culturelles. Les produits seront achetés sur les marchés internationaux, et sur les marchés régionaux lorsqu'ils sont disponibles.
75. Au titre de l'activité 2, les participants aux activités AAF recevront en moyenne 5,5 dollars par jour ou des produits alimentaires pendant 40 jours en moyenne par an. Le montant du transfert correspond à 75 pour cent des besoins alimentaires du ménage pendant une période de quatre mois maximum. Il peut être modifié en fonction des évaluations et d'un suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes.

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>					
	<b>Effet direct stratégique 1</b>				<b>Effet direct stratégique 2</b>
	<b>Activité 1</b>				<b>Activité 2</b>
	<b>Personnes déplacées</b>	<b>Réfugiés</b>	<b>Ménages vulnérables</b>	<b>Écoliers du primaire</b>	<b>Ménages vulnérables</b>
	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>
Farine de blé enrichie	200	200	200	-	3
Pâtes	33	33	33	-	0,5
Légumes secs	66	66	66	-	1
Huile	30	30	30	-	0,45
SuperCereal Plus	33	33	33	-	0,5
Barres à base de dattes	-	-	-	80	-
Total kcal/jour	1 465	1 465	1 465	372	1 465
% de kcal d'origine protéique	12,4	12,4	12,4		12,4
Transferts de type monétaire ( <i>dollars/personne/jour</i> )	0,37	0,37	0,37	-	5,5
Nombre de jours d'alimentation par an	360	360	360*	180	40**

\* Certains ménages vulnérables sont ciblés pour huit mois de transferts non assortis de conditions (au titre de l'activité 1) et quatre mois de transferts assortis de conditions (au titre de l'activité 2).

\*\* Nombre de jours où les bénéficiaires participent à des activités AAF ou 3A.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>produits alimentaires/ transferts de type monétaire</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Céréales	8 648	4 074 639
Légumes secs	2 450	2 633 380
Huiles et matières grasses	1 113	1 258 232
Aliments composés et mélanges	2 132	2 077 407
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>14 343</b>	<b>10 043 658</b>
Espèces et bons-produits		15 958 800
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>14 343</b>	<b>26 202 458</b>

**Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud**

76. L'établissement de la paix est une condition préalable à la réalisation des ODD en Libye. Tant que la paix ne sera pas instaurée, le PAM se concentrera principalement sur le renforcement des capacités concernant les services essentiels, le soutien aux moyens d'existence, les filets de sécurité et les activités de préparation, la promotion de l'égalité entre les sexes et l'amélioration de la résilience au niveau communautaire. Le succès de l'action menée pour renforcer les capacités institutionnelles au niveau national dépendra de l'évolution de la situation dans le pays.
77. L'approche du PAM prévoit l'élaboration et la mise en œuvre d'interventions pilotes axées sur la prestation de services essentiels et le soutien des moyens d'existence, susceptibles d'être adoptées et transposées à une plus grande échelle par les institutions nationales en Libye après le conflit; l'élaboration de systèmes de filets de sécurité – y compris des systèmes de collecte de données, de ciblage et d'enregistrement des bénéficiaires et des plateformes d'exécution – tout en veillant à leur compatibilité avec les programmes nationaux; et la participation des communautés locales ainsi que des bénéficiaires directs à la gestion des programmes afin de promouvoir la durabilité et la prise en charge des interventions au niveau local.
78. De plus, le PAM collaborera avec les partenaires de développement et la Banque mondiale, en particulier sur les programmes nationaux de filets de sécurité, notamment les subventions alimentaires. Il recherchera de nouvelles possibilités de coopération Sud-Sud, afin de tirer parti des expériences régionales acquises en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de programmes plus larges de filets de sécurité. Les initiatives prévues sont notamment la participation du Ministère libyen de l'éducation à un échange de connaissances tirées des expériences régionales acquises dans le domaine de l'alimentation scolaire, qui doit être organisé par le Bureau du PAM en Tunisie avec le soutien du Bureau régional du Caire, ainsi qu'une visite d'étude en Égypte.

**4.3 Chaîne d'approvisionnement**

79. Dans le cadre du PSPP, le PAM consolidera sa chaîne d'approvisionnement et l'actualisera régulièrement en fonction de l'évolution des conditions en Libye. La chaîne d'approvisionnement dépend d'une planification rigoureuse des interventions d'urgence pour pallier les incertitudes liées au conflit.
80. Les rations sont fournies aux bénéficiaires sous forme d'articles individuels et non préemballés, ce qui permet d'assurer que chaque article est acheté au prix du marché le plus concurrentiel au niveau international ou régional.
81. Le système alimentaire et les itinéraires d'approvisionnement permettant de parvenir en Libye sont soumis à des restrictions et menacés par le conflit. Le PAM procède à une évaluation des capacités logistiques, y compris l'infrastructure et l'utilisation des ports libyens. Sur la base des conclusions de cette évaluation, les produits seront importés par voie maritime via les ports libyens de Tripoli et de Khoms pour desservir l'ouest et le sud de la Libye, et de Benghazi pour l'est de la Libye. Les livraisons par voie terrestre à travers l'Égypte et la Tunisie seront maintenues comme plan d'urgence en cas de perturbations dans les ports.
82. L'augmentation des services de stockage aux points d'entrée dans le pays est essentielle pour le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement. Le PAM louera des entrepôts aux ports d'entrée et en contrôlera la gestion. Les produits seront livrés aux entrepôts des partenaires coopérants par l'intermédiaire de services de transports secondaires en sous-traitance. Le conflit constituant une menace pour les livraisons intérieures, le PAM conservera la souplesse nécessaire au regard de la planification des achats internationaux et régionaux et s'adaptera à l'évolution de la situation.

83. Parmi les autres mesures d'urgence envisagées figure l'établissement d'un mécanisme de passation des marchés sans engagement pour ce qui concerne les achats régionaux. Une liste de présélection des fournisseurs en Tunisie et en Égypte sera régulièrement actualisée par le bureau régional afin de pouvoir acheter rapidement en cas d'urgence.

#### **4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel**

84. La réussite de la mise en œuvre du PSPP est fortement tributaire de la présence opérationnelle accrue du PAM en Libye. Au début de 2019, le bureau de pays consolidera sa réinstallation à Tripoli et ensuite élargira sa présence sur le terrain à Benghazi. Le bureau de pays augmentera ses capacités de programmation, y compris en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, d'alimentation scolaire et de suivi et d'évaluation, en se dotant de personnel supplémentaire recruté sur le plan international et national. La priorité accordée par le bureau de pays au développement professionnel du personnel recruté sur le plan national et international restera élevée, de même que l'attention portée à la sécurité et au bien-être du personnel dans un environnement et des conditions de vie extrêmement difficiles, caractérisés par des frappes aériennes continues et des restrictions à la mobilité vers et dans les sites sans conflit.

#### **4.5 Partenariats**

85. Le PAM collabore avec les autorités et institutions nationales et locales, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la société civile, la Banque mondiale et d'autres partenaires. Le retour à Tripoli offre au PAM la possibilité de nouer de nouveaux partenariats stratégiques et opérationnels. Par exemple, de nouveaux partenariats devraient être établis dans le cadre des consultations en cours sur la mise au point définitive du Cadre stratégique des Nations Unies pour 2019-2020. La collaboration avec les partenaires portera notamment sur l'élaboration de produits communs pour un impact accru, en privilégiant les complémentarités entre les divers organismes des Nations Unies. Par ailleurs, des partenariats régionaux pourraient être établis, en particulier pour ce qui concerne la crise actuelle des migrants. Les partenariats spécifiques sont énoncés ci-après.
86. *Coordination du secteur de la sécurité alimentaire.* Le PAM collabore avec le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et le Croissant-Rouge libyen sur la cartographie des activités, des zones d'opération et des rôles et responsabilités de chacun. Le Comité international de la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge libyen continueront de centrer leur action sur l'intervention rapide, définiront une stratégie de transfert du soutien à long terme au PAM et coopéreront avec le PAM dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les activités visant à renforcer les capacités nationales seront menées conjointement en utilisant les compétences complémentaires. Le PAM renforcera son rôle dans la coordination du secteur de la sécurité alimentaire, qui est essentiel pour éviter les doubles emplois et répondre au mieux aux besoins des populations vulnérables.
87. *Coordination du secteur de l'éducation et de la nutrition.* L'UNICEF est le principal partenaire du PAM dans le secteur de l'éducation et de la nutrition, et des activités conjointes sont prévues dont des enquêtes nutritionnelles.
88. *Organismes ayant leur siège à Rome.* Le PAM et la FAO hébergent conjointement le secteur de la sécurité alimentaire et gèrent le suivi des marchés et de la sécurité alimentaire.
89. *Groupe de travail sur l'assistance monétaire et les marchés.* Le PAM continuera de renforcer la coopération au sein du groupe. Il travaille en étroite collaboration avec les partenaires du groupe de travail sur l'assistance monétaire et les marchés dans le cadre de l'initiative REACH sur le suivi des marchés, le panier de dépenses minimales (qui a pour but de déterminer le coût moyen des besoins de base des populations ciblées) et le profilage des

ménages. Le PAM prévoit de collaborer plus étroitement avec les organismes qui mettent en œuvre des interventions de type monétaire pour stimuler les dépenses des ménages, améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir des effets directs équitables qui favorisent l'autonomisation des hommes et des femmes.

90. *Appui aux migrants.* Le PAM est un membre actif du groupe de travail mixte sur la migration et continuera de plaider pour l'amélioration du traitement des migrants et du soutien qui leur est apporté, et d'étudier les possibilités qui existent de leur venir en aide.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

91. Le PAM est déterminé à apporter en permanence des améliorations concernant le respect des échéances, la qualité et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le contexte du suivi, de l'évaluation et de l'établissement des rapports, et il continuera de renforcer les capacités de ses partenaires pour faire en sorte que ces aspects de leurs activités soient satisfaisants. Les indicateurs de produits et d'effets directs et les indicateurs transversaux relatifs à l'égalité entre les hommes et les femmes, à la protection et à la responsabilité à l'égard des bénéficiaires reposeront sur les données primaires recueillies dans le cadre d'un suivi assuré par une tierce partie. Les contrôleurs de la tierce partie assureront le suivi des processus de ciblage et de distribution des partenaires coopérants, et collecteront les informations nécessaires aux études de référence menées préalablement à l'assistance et à l'établissement des rapports post-distribution. Les contrôleurs recueilleront également les avis des bénéficiaires et surveilleront les prix des produits alimentaires, l'entreposage par les partenaires coopérants et tout autre aspect ayant des incidences sur les opérations. Parallèlement à l'amélioration des capacités de suivi des partenaires et au renforcement du contrôle, le personnel du PAM effectuera des activités de suivi dans les zones accessibles.
92. Après avoir validé les constatations issues du suivi des conditions sur place et des entrepôts transmises par les contrôleurs de la tierce partie une fois par mois (ou après chaque cycle de distribution), le bureau de pays proposera au partenaire coopérant les mesures correctives à prendre en lien avec les huit domaines d'amélioration suivants: site, respect des échéances, processus de distribution, procédures, protection, sécurité, visibilité et communication. Des visites de suivi et des contrôles ponctuels seront par la suite effectués sur les mêmes sites de distribution afin de garantir une amélioration régulière et l'application des mesures correctives.
93. En décembre 2017, le Bureau du PAM en Libye a chargé un centre d'appel tunisien de conduire des enquêtes de suivi axées sur les processus en effectuant des appels de contrôle mensuels auprès des bénéficiaires. Les informations recueillies sont destinées à compléter celles collectées par les contrôleurs de la tierce partie. Le même centre d'appel a été chargé de mener des enquêtes de suivi post-distribution deux fois par an au niveau des effets directs.
94. Le bureau de pays prévoit également d'introduire l'enregistrement et le suivi des bénéficiaires par l'intermédiaire du système SCOPE, pour améliorer l'exactitude et la disponibilité des données. Afin de faciliter la mise au point et l'utilisation d'une stratégie solide en matière de suivi, d'établissement de rapports et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes, le bureau de pays prévoit de recruter un chargé du suivi-évaluation, qui aura pour tâche d'améliorer les activités dans ce domaine. Pendant la mise en œuvre du PSPP, le bureau de pays conduira une évaluation décentralisée, et prévoit de procéder à l'examen des interventions pilotes, qui pourrait démarrer pendant la deuxième année de mise en œuvre du PSPP. Les conclusions de l'évaluation et de l'examen permettront de décider des ajustements éventuels à apporter aux programmes.

## 5.2 Gestion des risques

95. Le PAM établit et tient à jour un registre des risques, qui comprend des mesures d'atténuation pour faire face à toute évolution de la situation en matière de sécurité ou sur les plans politique et économique. Les principaux risques auxquels le PAM fait face en Libye sont examinés ci-après.

### **Risques stratégiques**

96. *Accès aux populations vulnérables touchées.* L'insécurité, les normes discriminatoires à l'encontre des femmes et le poids de la bureaucratie risquent d'entraver l'acheminement de l'assistance humanitaire tant à l'entrée qu'à l'intérieur du pays, empêchant ainsi le PAM d'atteindre les bénéficiaires ciblés. Pour atténuer ce risque, le PAM continuera de travailler en étroite collaboration avec les partenaires de l'action humanitaire et la communauté des donateurs pour promouvoir un accès humanitaire sans restriction.
97. *Financement insuffisant.* L'impossibilité de fournir une assistance en temps voulu aux bénéficiaires faute de ressources suffisantes peut aggraver les stratégies de survie négatives auxquelles ont recours les ménages vulnérables. Afin d'atténuer ce risque, le PAM renforcera la communication d'informations et de rapports à l'usage des donateurs, transmettra des données factuelles sur les interventions menées avec succès, élaborera une stratégie de mobilisation des ressources pour atteindre de nouveaux donateurs et partenaires, et développera un plan de hiérarchisation des priorités afin d'adapter les activités en fonction des ressources disponibles.

### **Risques opérationnels**

98. *Disponibilité et capacités limitées des partenaires coopérants.* Le nombre limité des organisations non gouvernementales nationales et internationales en Libye et leur manque de capacités, notamment en matière d'élaboration de programmes de nature à faire évoluer les relations entre les sexes, peuvent entraîner des retards dans la mise en œuvre des activités ou la mauvaise qualité du soutien apporté aux bénéficiaires. Afin d'atténuer ce risque, le PAM procédera à un examen des partenaires, à l'identification de nouveaux partenaires potentiels, et au renforcement des capacités des partenaires existants.
99. *Ruptures d'approvisionnement et la chaîne d'approvisionnement.* Les retards dans les achats, les procédures douanières à la frontière avec la Tunisie, la fermeture temporaire de la frontière tunisienne et les retards dans les transbordements peuvent entraver l'acheminement des cargaisons humanitaires et retarder la distribution des produits alimentaires aux bénéficiaires du PAM. Pour atténuer ce risque, le PAM renforcera la planification des approvisionnements et diversifiera les achats, si possible en développant les achats locaux, et les ports d'entrée.
100. *Mise en place des transferts de type monétaire.* La pénurie de produits alimentaires sur le marché local et la forte inflation des prix alimentaires peuvent avoir des répercussions négatives sur la mise en place des transferts de type monétaire. Pour atténuer ce risque, l'assortiment alimentaire concernant les bénéficiaires de transferts de type monétaire repose sur des groupes de produits, plutôt que sur des produits spécifiques. Il est possible aussi que la mise en place des transferts de type monétaire qui ne reposerait pas sur une analyse de la problématique hommes-femmes ait des retombées négatives. Le PAM atténuera ces risques en procédant à des évaluations et au suivi systématique des marchés, notamment les prix, les importations de produits alimentaires et le fonctionnement général des marchés.

101. *Données insuffisantes.* La nature complexe de la crise en Libye et les déficiences dans les données disponibles ont une incidence sur la capacité du PAM à recueillir des données pour les évaluations et le suivi de programmes, et risquent de perturber la fourniture de l'assistance et la communication des résultats. Pour atténuer ce risque, le PAM adoptera une approche progressive et prudente, tout d'abord en rétablissant sa présence dans le pays puis en investissant dans la collecte et l'analyse de données et en expérimentant de nouvelles interventions complémentaires avant de les mener à l'échelle nécessaire.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

<b>TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)</b>			
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Année 1 2019</b>	<b>Année 2 2020</b>	<b>Total</b>
1	19 245 845	19 544 596	38 790 442
2	1 927 105	3 004 960	4 932 065
3	8 767 745	8 026 914	16 794 659
<b>Total</b>	<b>29 940 696</b>	<b>30 576 471</b>	<b>60 517 166</b>

102. La plus grosse part du budget du PSPP est consacrée à l'effet direct stratégique 1, au titre duquel le PAM fournit une assistance alimentaire aux ménages vulnérables. Les activités menées aux fins de cet effet direct augmenteront au cours de la deuxième année puisque le PAM prévoit d'étendre la fourniture d'assistance alimentaire aux écoliers et aux ménages vulnérables. Les effets directs stratégiques 2 et 3 sont nouveaux et reposent sur les possibilités accrues offertes par la réinstallation du Bureau du PAM en Libye à Tripoli et les perspectives émergentes d'interventions dans le domaine du redressement. Des ressources seront allouées également à la mise en œuvre d'interventions qui contribuent à faire avancer l'égalité des sexes.

### 6.2 Perspectives de financement

103. Le budget total du PSPP s'élève à 60,5 millions de dollars. La base actuelle de donateurs pour les interventions d'urgence du PAM en Libye est limitée, mais les effets directs stratégiques du PSPP sont conformes aux intérêts des donateurs, et se prêtent à la mobilisation de fonds. Ces derniers mois, après sa réinstallation à Tripoli, le PAM a tenu des discussions avec les représentants de donateurs actuels et potentiels à différents niveaux, à la suite de quoi des donateurs ont manifesté leur intérêt à renouer le dialogue avec le PAM et éventuellement à fournir des ressources pour la nouvelle approche programmatique du PAM en Libye.
104. Le PSPP ne ciblant déjà que les personnes les plus vulnérables parmi celles recensées comme étant exposées à l'insécurité alimentaire, le manque de financement, notamment pour l'effet direct stratégique 1, nécessitera d'établir de nouvelles priorités pour l'assistance humanitaire apportée par le PAM. La hiérarchisation des priorités fera l'objet d'une analyse dans le cadre du plan de gestion des opérations dans le pays.

### **6.3 Stratégie de mobilisation des ressources**

105. Le PAM souhaite parvenir à un financement suffisant pour obtenir tous les effets directs stratégiques du PSPP, grâce au renforcement des activités de sensibilisation et des mécanismes de communication, à la mise en évidence des résultats et de l'impact et à la production de données factuelles. À cette fin, le bureau de pays élaborera une stratégie de mobilisation des ressources et un plan d'action pour les partenariats qui offrent un cadre complet et consolidé concernant la mobilisation de ressources et les partenariats dans le cadre du PSPP. La stratégie comportera des actions visant à diversifier la base des donateurs en cultivant les relations avec les donateurs actuels, en reprenant le dialogue avec d'anciens donateurs et en nouant des relations avec des donateurs potentiels dont les intérêts correspondent à l'action du PAM en Libye, en veillant à travailler en synergie.
106. Le PAM maintiendra aussi ses sessions périodiques d'information avec les donateurs afin d'assurer une communication régulière, transparente et approfondie avec ces derniers.

## ANNEXE I

### CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISoire ÉTABLI POUR LA LIBYE (2019-2020)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture**

**Effet direct stratégique 1: Les populations vulnérables touchées par la crise en Libye, notamment les écoliers, ont accès à une alimentation suffisante et nutritive pendant et après les crises**

Catégorie d'effet correspondante:  
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:  
intervention face à une crise

#### Hypothèses

La situation en matière de sécurité est maintenue au statu quo, pas de nouvelle détérioration

#### Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

## Activités et produits

### 1. Fournir une assistance aux personnes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire en Libye, notamment les écoliers, et mener à titre pilote des interventions complémentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation)

Les enfants scolarisés dans les zones ciblées reçoivent des aliments nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires. (A: Ressources transférées)

Les populations touchées par la crise reçoivent régulièrement et en temps utile une assistance alimentaire, sous la forme de transferts en nature ou de type monétaire, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (A: Ressources transférées)

**Effet direct stratégique 2: Sur l'ensemble du territoire libyen, les populations vulnérables bénéficient de moyens d'existence renforcés et du rétablissement de l'accès aux services essentiels toute l'année**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:  
renforcement de la résilience

## Hypothèses

Aucun problème de sécurité

## Indicateurs d'effet direct

Score de consommation alimentaire

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

## Activités et produits

### 2. Fournir aux communautés vulnérables des activités de renforcement des compétences et améliorer les filets de sécurité nationaux et locaux (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les bénéficiaires ciblés disposent d'un capital humain, social et financier renforcé grâce à des activités de formation professionnelle en vue d'améliorer leur autonomie. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance alimentaire sous la forme de transferts en nature ou de type monétaire assortis de conditions pour satisfaire leurs besoins alimentaires (A: Ressources transférées)

Les communautés vulnérables bénéficient des systèmes et des capacités renforcés des partenaires locaux et nationaux, qui contribuent à améliorer l'accès à des filets de protection sociale satisfaisants. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

### But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

### Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

**Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD**

**Effet direct stratégique 3: La communauté humanitaire en Libye dispose de capacités renforcées pour aider les populations vulnérables pendant et après des crises**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié:  
intervention face à une crise

## Hypothèses

Aucun problème de sécurité

**Indicateurs d'effet direct**

Taux de satisfaction des usagers

**Activités et produits****4. Fournir des services de transport aérien pour le personnel et les cargaisons légères (Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies). (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées par la crise bénéficient de la disponibilité de services aériens humanitaires assurant le transport sans danger du personnel humanitaire et la livraison en temps utile de l'assistance humanitaire. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**5. Fournir aux partenaires humanitaires présents en Libye des services communs liés aux technologies de l'information et des communications. (Prestation de services et plateformes)**

Les besoins communs de la communauté humanitaire en matière de services liés aux technologies de l'information et des communications sont satisfaits, ce qui permet d'optimiser l'efficacité de ses interventions (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**Fournir les services du secteur de la logistique aux partenaires humanitaires présents en Libye (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées par la crise bénéficient des capacités renforcées des partenaires humanitaires résultant de la coordination et des services logistiques (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM****Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

## ANNEXE II

<b>VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)</b>				
	<b>Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2</b>	<b>Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2</b>	<b>Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17</b>	<b>Total</b>
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	<b>Effet direct stratégique 3</b>	
Transferts	30 068 627	3 443 747	14 192 492	<b>47 704 866</b>
Mise en œuvre	2 716 460	727 265	-	<b>3 443 747</b>
Coûts d'appui directs ajustés	3 637 863	460 036	1 577 141	<b>5 675 039</b>
<b>Total partiel</b>	<b>36 422 950</b>	<b>4 631 047</b>	<b>15 769 633</b>	<b>56 823 630</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	2 367 492	301 018	1 025 026	<b>3 693 536</b>
<b>Total</b>	<b>38 790 442</b>	<b>4 932 065</b>	<b>16 794 659</b>	<b>60 517 166</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

3A	Assistance alimentaire pour la création d'avoirs
AAF	Assistance alimentaire pour la formation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSPF	plan stratégique de pays provisoire
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SCOPE	plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts